

Introduction

La protection de l'environnement a une longue histoire en France. Depuis les premiers cris d'alarme lancés sur la place publique dans les années 50, cette question n'a cessé de s'affirmer avec vigueur. Pourtant, cette longue histoire n'a jamais été écrite. Des premiers et valeureux naturalistes, ne craignant pas d'affronter des quolibets condescendants, aux studieux écologues inquiets des déséquilibres croissants de la biosphère, on sait très peu de chose. Tout comme on ignore le chemin qui a mené de nombreux protecteurs de l'environnement aux lisières du socialisme... tandis que d'autres incriminaient frontalement la modernité. De quel environnement, de quelle nature, d'ailleurs, parle-t-on ? De celle de Gaïa, la terre-mère ? Du monde plein qui évolue à côté du monde humain ? De celle que la modernité pourchasse en nous et à côté de nous ? Des matières premières qui nous environnent ? Les questions s'entrechoquent pour qui se penche avec diligence sur cette problématique. Mais ceci n'a intrigué que très peu de monde. La commode étiquette « écologie politique » permet d'éluder tout questionnement plus théorique et de ramener à l'unité des courants bien épars. On réduit, pour ce faire, les vives dissensions qui se manifestent autour de l'écologie politique à des querelles de personnes. Et on offre souvent une lecture téléologique de l'écologie politique : si les écologistes étaient divisés et peu écoutés, c'est qu'ils n'étaient pas mûrs ; maintenant ils le sont.

Tout cela prêterait à sourire si l'enjeu n'était d'importance. En effet, derrière ces querelles partisans se trouve souvent fortement interrogé le rapport de l'Occident à la nature. Les écologistes portent ainsi souvent des débats dont ils semblent eux-mêmes parfois ignorer l'ampleur. Par contre, celle-ci a très bien été perçue par certains intellectuels de premier plan. Ainsi voit-on se profiler derrière l'écologie politique maints théoriciens qui, se réappropriant l'écologie, contestent de biais voire frontalement une certaine modernité. Pour preuve, on signalera simplement que plusieurs « non-conformistes » des années 30, de nombreux croyants, une frange radicale de l'extrême-droite (la « Nouvelle Droite »), etc., tentent aujourd'hui de se parer des atours de l'écologie pour renouveler leurs théories. Pour les uns, l'écologie témoigne d'une certaine façon des limites d'une modernité trop éthérée et valide un personnalisme convivial. Pour d'autres, la crise écologique démontre que l'homme n'a pas su respecter la Création de Dieu. Pour d'autres encore, la crise écologique illustre les limites de l'individualisme. Etc. On se perd en conjectures devant ces quelques lectures intéressées de l'écologie.

Il est vrai, la « nature » n'est pas une marque déposée. Depuis longtemps, le rapport que l'homme entretient avec elle interpelle la philosophie. A la veille des années 70, quelques courants marginaux non conservateurs s'interrogent encore sur les bienfaits réels de cette modernité contre nature qui arrache violemment plus qu'elle ne libère. Ils contribuent à dessiner les contours d'une écologie hédoniste, néonaturaliste, dont la postérité politique est importante. Serge Moscovici l'a théorisée. Mais ce naturalisme, très théorique, n'est pas celui qui est vécu concrètement par les naturalistes de terrain dont les associations essaient le pays. Ceux-ci se retrouvent dans un autre naturalisme, dont les contours théoriques ont rarement été formulés, sinon par le naturaliste suisse Robert Hainard. Ces deux courants ont directement fondé leur action politique sur une réflexion sur le rapport de l'homme moderne à la nature. Ils ont chacun fécondé une nébuleuse propre.

D'autres courants se sont adjoints à ce concert écologiste. La parution du premier rapport au Club de Rome a opéré comme un révélateur. Certains, alors, ont pris ouvertement le contre-pied de la société moderne pour valoriser des temps anciens. D'autres, à l'inverse, ont stigmatisé la course au profit effrénée qu'ils accusent d'être indifférente aux équilibres écologiques. Du naturalisme originel, on arrive ainsi au socialisme, en passant par l'écologie scientifique.

Par ailleurs, de très nombreuses théories périphériques sont venues se greffer sur l'écologie politique, donnant à ce courant une identité de plus en plus floue. On a parlé beaucoup, dans les rangs écologistes, de non-violence parce qu'un jour des écologistes ont croisé quelques non-violents sur le plateau du Larzac. On y a parlé aussi beaucoup de société « conviviale » parce qu'un ancien prêtre installé au Mexique a établi les limites de la société industrielle, comme de nombreux écologistes s'échinaient déjà à le démontrer depuis longtemps. On a parlé de l'An 01 parce que, comme des mouvements anarchistes, libertaires, situationnistes, les écologistes sont en quête d'une certaine qualité de la vie et refusent la société de consommation et 1984. On a encore parlé, évidemment, de « complexité » de la vie — c'est une leçon de l'écologie —, comme une deuxième gauche pressée de pouvoir légitimer scientifiquement son plaidoyer pour la viabilité de la société dite « civile ». On a parlé de société « productiviste » et de scientisme parce que, comme d'anciens jeunes non conformistes, on avait remarqué qu'Est et Ouest se ressemblaient de plus en plus dans leur culte d'un progrès matériel. On a parlé des mérites du régionalisme parce que l'Etat-nation brime certaines aspirations ressenties comme naturelles. Des ponts théoriques avec d'innombrables courants se sont établis ainsi *de facto*. Mais, de tout cela, nous ne parlerons pas dans ce livre. Parce que d'innombrables petits ouvrages l'ont déjà fait et que traiter simultanément de tant de sujets divers expose celui qui s'y risque à l'approximation. Nous nous préoccuperons, par contre, de ce qui constitue véritablement le point nodal de l'écologie politique : l'interrogation sur le rapport de

l'homme contemporain à la nature. Puis nous examinerons comment cette interrogation a pu mener de nombreux écologistes à s'orienter vers une écologie socialiste, tout en réservant une place à ceux qui se sont orientés vers une contestation plus radicale de la modernité.

C'est en 1974, lors de la campagne pour l'élection présidentielle, que l'écologie politique se manifeste en France, au niveau national, pour la première fois. L'agronome tiers-mondiste René Dumont alerte alors ses concitoyens sur les déséquilibres écologiques qui menacent la terre et les hommes qui y vivent. Écologie et socialisme sont déjà au programme. René Dumont fédère à cette occasion (plus qu'il n'unit) naturalistes (protecteurs de la nature), écologues (scientifiques spécialisés en écologie) et écologistes (militants écologistes). Mais cette candidature consacre en réalité une longue évolution.

Les années 40-50 ont vu quelques naturalistes faire part de leur inquiétude quant aux menaces croissantes qui pèsent sur le monde naturel. Certes, il est légitime que l'homme se prémunisse des assauts d'une nature cruelle en construisant sa propre société. Mais tout être vivant a aussi le droit de vivre sur son propre espace et de n'être point instrumentalisé par l'homme. Conséquence de cette position morale : l'homme doit brider sa volonté de puissance. Concrètement, il s'agit alors d'endiguer la montée démographique qui menace les espaces naturels. Au besoin par des politiques autoritaires (contraception, avortement, pays délibérément maintenus dans le sous-développement industriel...). Pourtant, la « bombe "P" » (bombe Population), objectent certains écologues, ne résume pas la crise écologique. Celle-ci est en fait surtout due à la façon dont l'homme intervient dans les cycles naturels, les cycles de la vie. Il ne s'agit donc pas d'opposer l'homme (dans son abstraction) à la nature mais de se révéler — dans une perspective plus écologique (qui intègre l'homme dans le monde vivant) que naturaliste (qui sépare nature et culture) — attentif à la « complexité » du monde vivant où les grands cycles de vie s'enchevêtrent. C'est donc moins l'homme que certaines actions indus-

trielles, qui ignorent la complexité, qu'il faut brider. Ce thème de la complexité, avancé par les écologues, reste récurrent dans les années 60-70. Cependant, objectent encore certains, cette analyse pertinente omet de prendre en considération les logiques sociales qui sont à l'œuvre derrière les actions humaines. Si le monde est dévasté, c'est que la course au profit à court terme demeure complètement indifférente à l'intérêt général, collectif, à la nature, à l'environnement. Du naturalisme, nous passons ainsi à l'écologie et de l'écologie au socialisme. Candidate des Verts à l'élection présidentielle de 1995 et ministre sous le premier gouvernement Jospin, Dominique Voynet récapitule ainsi à sa façon une... évolution naturelle. Tandis qu'un Antoine Waechter (candidat des Verts à l'élection présidentielle de 1988) campe pour sa part sur des positions plus écologiques et naturalistes.

Malgré la popularité des thèses écologistes, il faut s'armer de courage et être quelque peu téméraire pour défendre l'environnement en France. Au pays de l'artifice, la nature n'a pas toujours bonne presse. De sombres mobiles sont souvent prêtés au plus innocent des citoyens. Des cohortes de philosophes et journalistes veillent en effet, prêts à débusquer toute tache brune derrière le vert de l'écologie. Si ce n'est du rouge. Pourtant, la grande majorité des protecteurs de l'environnement ne cultivent aucunement les funestes desseins qu'on leur prête abusivement. Ils cherchent simplement à protéger là un ours, ici un étang. Ils n'ont pour la plupart rien de révolutionnaires assoiffés de renversement du système capitaliste. Mais de là à les assimiler au contraire aux thuriféraires du nazisme...

Cette diabolisation n'est d'ailleurs pas le fait de seuls philosophes. Dans les rangs écologistes aussi, on méprise parfois les protecteurs d'oiseaux et d'éléphants. Pourtant, c'est de leurs rangs que sont parvenus les premiers avertissements, prémonitoires, relatifs à la protection de l'environnement. Pour comprendre la violence des débats autour de l'écologie politique qui ont agité la scène intellectuelle, il importe alors de rappeler que toute une tradition philosophique moderne diabolise la nature et que

l'approche très concrète de l'homme à son environnement porte la trace de cette philosophie.

En France, la modernité, qui consacre l'émergence de la subjectivité, s'est en effet souvent définie par son opposition à toute nature supposée aliénante. L'homme et l'histoire y sont magnifiés. L'artifice y triomphe. C'est ce qui explique la virulence des débats qui ont accueilli l'essai du philosophe Michel Serres (né en 1930) prônant un contrat... naturel, ce contrat se concluant *de facto* entre l'homme et la terre. *Le Contrat naturel*¹, publié en 1990, a porté maints philosophes à rappeler les vertus de la modernité. L'essai du philosophe Luc Ferry (né en 1951) consacré au *Nouvel Ordre écologique*² s'étend notamment longuement sur les vertus de l'humanisme moderne, définissant l'homme comme un être contre nature. Mais son ouvrage a plutôt obscurci le débat pour s'être caricaturalement appuyé sur une *deep ecology* pour le moins marginale en France et pour avoir agrémenté son pamphlet contre les écologistes radicaux, qu'il soupçonne globalement de contrer l'anthropocentrisme, de rappels historiques choisis (les nazis aussi aimaient la nature !).

Cette philosophie moderne se manifeste aussi très concrètement dans le paysage. La France chérit en ce domaine la table rase. Le jardin de Versailles illustre à sa façon cette philosophie par laquelle l'homme imprime son bon vouloir à la nature qu'il domine totalement. Il suffit de jeter un regard en Angleterre ou en Allemagne pour constater combien cette attitude est singulière. Aussi n'est-il pas évident de défendre la nature en France, ce que devront très vite constater les naturalistes et écologistes. Quelle nature s'agit-il d'ailleurs de défendre ? Là aussi, les opinions divergent.